

Cote du document: EB 2017/LOT/P.18/Rev.1
Date: 7 décembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République dominicaine pour le Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ladislao Rubio
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2575
courriel: l.rubio@ifad.org

Rikke Grand Olivera
Spécialiste technique supérieur
Division des politiques et du conseil technique
téléphone: +39 06 5459 2182
courriel: r.olivera@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement de projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	12

Sigles et acronymes

BID	Banque interaméricaine de développement
DIGECCOM	Direction générale pour la coopération multilatérale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
MEPD	Ministère de l'économie, de la planification et du développement
S&E	Suivi-évaluation

République dominicaine

Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales



Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
Source: FIDA; 07/09/2017

République dominicaine

Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République dominicaine
Organisme d'exécution:	Direction générale pour la coopération multilatérale du Ministère de l'économie, de la planification et du développement
Coût total du projet:	21,07 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	11,68 millions d'USD
Montant du don du FIDA	200 000 USD
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Cofinanceurs:	Institutions financières nationales
Montant du cofinancement:	3 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Crédit pour l'investissement
Contribution de l'emprunteur/ du bénéficiaire:	4,58 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,6 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et don à la République dominicaine pour le Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales, telle qu'elle figure au paragraphe 58.

Proposition de prêt et de don à la République dominicaine pour le Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La République dominicaine est un petit État insulaire en développement avec un revenu national brut par habitant de 6 240 USD¹. Sa population est estimée à 9,8 millions d'habitants, avec un indice de développement humain de 0,722 et un coefficient GINI de 0,4707. Le pays est doté d'une petite économie avec un degré élevé d'ouverture. Ces caractéristiques offrent des avantages et des possibilités sur les marchés internationaux, mais elles rendent également le pays vulnérable à de graves crises macroéconomiques, comme cela a été le cas en 2003 et en 2008-2009.
2. La République dominicaine est aussi fréquemment exposée à des phénomènes climatiques extrêmes. Selon l'indice mondial du risque climatique, la République dominicaine a été le onzième pays le plus touché par les changements climatiques entre 1996 et 2015. Les cyclones, les inondations et les sécheresses sont si fréquents qu'au cours des dernières années l'agriculture a été touchée deux ans sur trois. Les petits exploitants et les familles pauvres sans terre sont les plus vulnérables à ces événements.
3. Pauvreté rurale. Les politiques sociales du gouvernement sont fondées sur une définition multidimensionnelle de la pauvreté mesurée par le Système unique des bénéficiaires en utilisant l'indice de la qualité de vie. La pauvreté multidimensionnelle a diminué, passant de 46,3% en 2000 à 29,1% en 2014 (de 53,2% à 33,7% dans les zones rurales).
4. À l'inverse, la pauvreté monétaire, mesurée en fonction du seuil de pauvreté officiel, est passée de 32% en 2000 à 35,8% en 2014². La pauvreté monétaire continue d'être plus élevée parmi la population rurale que parmi la population urbaine (44,1% contre 31,8%) et ces niveaux augmentent en période de crise économique.
5. Si les politiques sociales se sont révélées très efficaces pour réduire la pauvreté multidimensionnelle et protéger les familles contre les effets les plus sévères des crises économiques et climatiques, la pauvreté monétaire persiste en raison de facteurs structurels qui empêchent les populations rurales pauvres de participer à l'économie du pays. La persistance de la pauvreté monétaire aggrave la vulnérabilité des familles rurales pauvres, car elle les pousse à adopter des stratégies d'adaptation à court terme qui compromettent leur résilience face aux risques économiques et environnementaux.
6. Le taux d'émigration des Dominicains est estimé à 13% (près de 1,3 million de Dominicains vivent à l'étranger); les envois de fonds ont atteint 5,149 millions d'USD en 2015, soit 7,5% du PIB. Dans le même temps, selon la première enquête

¹ Méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, 2015.

² Système d'indicateurs sociaux de la République dominicaine, 2014.

nationale sur les immigrés en République dominicaine (2012), 524 632 immigrés ou leurs enfants (5,4% de la population totale) vivaient dans le pays en 2012, dont 458 233 étaient originaires d'Haïti.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

7. Le projet vise à contribuer à résorber la vulnérabilité persistante et la pauvreté monétaire des familles rurales dues à leur faible inclusion productive et à leur exposition fréquente aux chocs économiques et environnementaux, dont les effets sont amplifiés par les changements climatiques.
8. Si le gouvernement agit pour résoudre certains des défis auxquels sont confrontées les populations rurales pauvres par le biais de ses politiques sociales et d'intervention en situation d'urgence, les politiques en matière de création de revenus et de réduction de la vulnérabilité doivent être améliorées. Le projet proposé fait suite à la demande du gouvernement de compléter ses politiques sociales par des interventions au niveau local qui permettent d'identifier les besoins liés à la création de revenus et à la réduction de la vulnérabilité et d'y apporter des réponses en soutenant l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'investissement et de résilience pour les organisations productives.
9. Le FIDA possède un avantage comparatif lorsqu'il s'agit de soutenir les efforts déployés par les gouvernements pour réduire la pauvreté monétaire et promouvoir l'inclusion et la résilience. Pour ce faire, le Fonds s'appuie sur: i) son approche fructueuse en matière d'inclusion productive par le biais de partenariats public-privé, avec la participation des organisations de producteurs; et ii) son approche intégrée en matière de résilience.
10. Pour réduire la vulnérabilité, les mesures d'inclusion productive doivent s'accompagner d'interventions qui renforcent la résilience des familles aux chocs économiques, sociaux et environnementaux. Cela est on ne peut plus vrai en République dominicaine, dans la mesure où le pays est fortement touché par les changements climatiques et fréquemment exposé à des événements environnementaux extrêmes. Le modèle de résilience est centré sur la famille: il repose sur l'identification des facteurs qui réduisent les effets négatifs des crises et des chocs, et des facteurs qui renforcent les capacités des familles à se relever des crises et à se prémunir contre les effets négatifs à long terme.
11. En promouvant la concertation et la coordination interinstitutionnelles – grâce à un système de suivi-évaluation (S&E) efficace – et la gestion des savoirs, le projet créera les conditions nécessaires pour permettre aux politiques publiques d'intégrer et de reproduire à plus grande échelle les modèles testés visant à favoriser l'inclusion productive et la résilience.
12. Le projet est conforme aux orientations, objectifs et priorités du programme d'options stratégiques pour le pays. Il est également conformes aux orientations définies dans la Stratégie nationale de développement de la République dominicaine à l'horizon 2030 ainsi qu'aux programmes du gouvernement. Le gouvernement a appuyé et dirigé l'ensemble du processus et a fourni des conseils par l'entremise d'un groupe d'homologues composé de hauts fonctionnaires du Ministère de l'économie, de la planification et du développement (MEPD).

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

13. Le projet couvrira l'ensemble du pays, mais sera mis en œuvre dans un premier temps dans 15 provinces jugées prioritaires par le gouvernement. Les domaines d'intervention dans les provinces prioritaires seront fixés selon les critères suivants: i) concentration de la population cible (selon la pauvreté monétaire et les faibles niveaux d'inclusion productive); ii) existence de possibilités d'inclusion productive;

iii) facteurs environnementaux (en particulier l'eau et les sols); iv) risque d'événements climatiques extrêmes et concentration de la population vulnérable à leurs effets; v) organisations administratives, sociales et productives et vi) priorités gouvernementales.

14. Le groupe cible sera composé de familles de petits exploitants et de familles sans terre qui présentent un niveau élevé de pauvreté multidimensionnelle et monétaire. Les familles de petits exploitants sont particulièrement affectées par le manque de possibilités dans les zones où le taux de pauvreté est élevé et où les perspectives sont rares, et où les petits exploitants représentent plus de la moitié des familles rurales pauvres. Inversement, les familles sans terre représentent plus de 70% des familles rurales pauvres dans les zones où les possibilités sont nombreuses.

B. Objectif de développement du projet

15. Objectif du projet: faire en sorte que les investissements du projet contribuent à promouvoir des activités génératrices de revenus ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles rurales. Objectif de développement: permettre aux familles bénéficiaires d'améliorer leur accès aux marchés et leur résilience face aux chocs économiques et climatiques.

C. Composantes/résultats

16. Composante 1: Investissements en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales. Cette composante vise à améliorer durablement les revenus des familles et leur résilience face aux crises et aux chocs climatiques, environnementaux, économiques et sociaux, et à faciliter leur redressement rapide suite à ces événements. Cet objectif sera atteint grâce à la mise en œuvre de plans pour l'inclusion et la résilience fondés sur les enseignements du Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est (projet PRORURAL Centre et Est). Ces plans seront différenciés selon le type de bénéficiaires: familles de producteurs agricoles, jeunes et familles sans terre.
17. L'exécution du projet comprendra: i) un travail de ciblage visant à recenser les territoires prioritaires; ii) la réalisation d'une enquête de référence; iii) un travail de sensibilisation auprès des organisations, du secteur public et d'autres acteurs locaux pour leur présenter les possibilités qu'offre le projet; iv) la définition de critères permettant d'identifier les organisations et les plans pour l'inclusion et la résilience admissibles; v) la sélection et l'approbation des plans pour l'inclusion et la résilience par un comité composé de membres du personnel de l'unité de gestion du projet, de représentants d'entités publiques et privées et d'institutions financières; vi) la mise en œuvre des plans pour l'inclusion et la résilience et vii) un travail de S&E. Les critères d'évaluation se concentreront sur l'inclusion productive, les changements dans les revenus des familles et les facteurs de résilience (mesurés à l'aide de fiches de notation).
18. Afin d'appuyer la conception, la mise en œuvre et la gestion des plans pour l'inclusion et la résilience, l'organisme d'exécution établira un accord avec des entités d'exécution privées, qui participeront au travail de ciblage et de diffusion ainsi qu'aux activités visant à appuyer et à superviser le processus de conception des plans. Les organisations économiques rurales seront les exécutants directs des plans pour l'inclusion et la résilience et seront chargées de l'exécution de ces activités.
19. Composante 2: Concertation interinstitutionnelle sur les politiques. Cette composante favorisera la concertation et la coordination interinstitutionnelles en faveur de l'inclusion productive. Son objectif consistera à créer les conditions nécessaires pour permettre aux politiques publiques d'intégrer et de reproduire à plus grande échelle les modèles testés par le projet. Résultat escompté: faire en sorte que les investissements du projet génèrent un processus d'apprentissage

permettant d'établir un indice d'inclusion et de résilience ainsi qu'un modèle à même de renforcer l'inclusion productive et la résilience.

20. Cette composante comprend une plateforme de concertation interinstitutionnelle, qui facilitera la gestion de l'information et l'apprentissage en faveur de l'inclusion productive et d'une plus grande résilience. Coordinée par le MEPD, la plateforme sera constituée de représentants d'institutions nationales, d'organisations de développement telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale et l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, et de représentants d'entreprises privées engagées dans des programmes de développement rural ou territorial. Un groupe d'experts nationaux de haut niveau fournira à la plateforme des propositions et des contributions techniques concernant les indices, modèles et stratégies de résilience et d'inclusion productive susceptibles de compléter les politiques sociales du gouvernement. Cette composante comprend également plusieurs activités visant à hiérarchiser et compléter les interventions au niveau local. Le développement territorial nécessite des mesures et des investissements supplémentaires, en complément de ceux qui peuvent être mis en œuvre grâce aux plans pour l'inclusion et la résilience financés par la composante 1.
21. Composante 3: Planification, suivi-évaluation, gestion des savoirs et gestion du projet. Cette composante vise à assurer le bon déroulement de la planification, du S&E, de la gestion des savoirs et des autres activités du projet. La réussite du projet dépendra du maintien continu des interactions, depuis l'enquête de référence avant le démarrage du projet jusqu'aux phases de S&E, d'apprentissage et de gestion des savoirs. Le processus d'apprentissage vise à: i) améliorer la performance du projet et ii) relier les composantes 1 et 2 pour promouvoir la concertation interinstitutionnelle de manière à améliorer la stratégie d'inclusion productive et de résilience et à l'étendre progressivement à l'échelle nationale.
22. Stratégie en faveur des femmes et des jeunes. Le projet appliquera des mesures incitatives pour que les femmes participent à des activités génératrices de revenus. Le processus de sélection permettra de s'assurer qu'au moins 30% des plans pour l'inclusion et la résilience se concentreront sur la création de revenus pour les femmes, de manière à ce que celles-ci représentent 40% des personnes soutenues par le projet. La priorité sera accordée aux groupes de femmes vulnérables (les femmes chefs de famille, les femmes sans terre et les femmes les moins instruites qui ont un accès plus limité aux services, entre autres). Le projet soutiendra également les activités qui facilitent la participation des femmes, telles que les services de garde d'enfants (qui pourraient être fournis par des organisations partenaires), l'échange de savoirs entre les groupes de femmes, le renforcement des capacités en matière de nutrition, les microentreprises et le travail indépendant.
23. La participation des jeunes est une priorité, mais constitue également un défi pour le projet. Seuls 11% des jeunes qui participent au projet PRORURAL Centre et Est actuellement en cours sont propriétaires ou gestionnaires d'exploitations agricoles en raison des obstacles structurels auxquels ils sont confrontés pour accéder aux ressources clés de la production agricole (terres, financement et assistance technique, entre autres). Néanmoins, les jeunes s'intéressent aux activités liées aux services d'information, de gestion commerciale et de soutien en rapport avec les plans pour l'inclusion et la résilience.
24. Des propositions novatrices pour l'inclusion des jeunes seront recherchées dans des domaines tels que les technologies de l'information et des communications, la reconnaissance et la visibilité sociales, la création d'espaces pour de nouvelles

fonctions et responsabilités au sein des organisations, les liens dynamiques entre les zones rurales et urbaines et les microentreprises dans des secteurs innovants en rapport avec l'environnement et le tourisme. Le projet vise à créer des incubateurs d'idées et de projets, financés par le projet en partenariat avec le secteur privé. Les incubateurs et les plans pour l'inclusion et la résilience des jeunes seront pilotés en validant les modèles testés avec succès dans des zones urbaines ou rurales d'autres régions et en les adaptant aux contextes locaux à l'aide de technologies simples.

25. Nutrition et alimentation. En collaboration avec le PAM et la FAO, le projet exploitera les complémentarités avec les initiatives gouvernementales en cours relatives à l'alimentation et à la nutrition et mettra en œuvre des mesures directes pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des familles bénéficiaires. Les instruments utilisés pour l'enquête de référence et le S&E comporteront des outils et des méthodologies compatibles avec ceux utilisés par les acteurs nationaux et les partenaires internationaux. Les plans pour l'inclusion et la résilience incluront spécifiquement des activités en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle lorsque les informations recueillies sur les familles participantes feront état de carences ou de risques nutritionnels. De même, des mesures seront prises pour sensibiliser aux recommandations en matière d'alimentation et promouvoir les liens entre la production et la consommation pour les familles participantes qui connaissent des carences nutritionnelles et sont exposées à des risques alimentaires.

III. Exécution du projet

A. Approche

26. Le projet comprendra: i) une stratégie de ciblage pour identifier les besoins et les vulnérabilités de la population cible; ii) le recensement des difficultés et des possibilités liées aux investissements du projet grâce à la participation active des organisations publiques et privées qui opèrent dans les territoires sélectionnés, en favorisant la planification des investissements et les complémentarités au niveau local avec les politiques et programmes nationaux; iii) l'utilisation d'instruments, de méthodes (telles que les plans pour l'inclusion et la résilience et les partenariats avec des organisations) et d'alliances (avec le secteur privé et les institutions nationales et locales) valables et iv) un processus d'apprentissage soutenu par un système de S&E et de gestion des savoirs efficace qui permette de fournir aux opérateurs des indications claires et axées sur les résultats (à court, moyen et long terme) et de contribuer à la concertation sur les politiques pour reproduire la stratégie à plus grande échelle.

B. Cadre organisationnel

27. L'organisme d'exécution sera la Direction générale pour la coopération multilatérale (DIGECOOM), sous tutelle du MEPD. En ce qui concerne la coordination et la gestion du projet, une unité de gestion du projet sera mise en place sous l'autorité de la DIGECOOM et sera coordonnée par un directeur de projet, assisté d'un assistant administratif technique et de directeurs spécialisés dans la gestion financière, la passation de marchés, la planification, le S&E et la gestion des savoirs. L'exécution des activités du projet dans les territoires et des activités de soutien aux organisations économiques rurales s'effectuera dans le cadre d'un partenariat public-privé. Les organisations économiques rurales seront chargées de la mise en œuvre des plans pour l'inclusion et la résilience et veilleront à ce que leurs effets soient centrés sur les familles bénéficiaires.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

28. La réussite du projet reposera sur une interaction constante, depuis l'enquête de référence (achevée avant le démarrage du projet, elle sera une condition de

décaissement) jusqu'aux phases de S&E, d'apprentissage et de mise en œuvre des plans pour l'inclusion et la résilience. Le système de S&E: i) sera axé sur les résultats et fondé sur le cadre logique; ii) sera intégré au système de gestion du projet et à la plateforme de concertation sur les politiques, à laquelle il fournira de manière régulière des informations et des rapports; iii) sera intégré aux autres systèmes de la DIGECOOM et du FIDA et iv) générera des informations permettant de classer et de documenter les enseignements tirés.

29. Apprentissage et gestion des savoirs. Le processus d'apprentissage, fondé sur l'analyse des informations recueillies grâce au système de S&E, aura deux objectifs principaux: i) améliorer la performance du projet et ii) promouvoir la concertation et les politiques interinstitutionnelles ainsi que l'extension progressive de la stratégie d'inclusion productive et de résilience au niveau national. La gestion des savoirs sera cruciale pour le fonctionnement de la plateforme interinstitutionnelle et pour l'analyse des processus qui favorisent l'inclusion productive et une plus grande résilience.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

30. Gestion financière. La DIGECOOM, par le biais de l'unité de gestion du projet, sera responsable de la gestion financière de l'ensemble des ressources du projet, notamment de la comptabilité liée aux activités déléguées à des tiers. Cet organisme a déjà l'expérience de la gestion de projets financés par des donateurs et connaît bien les politiques et les exigences du FIDA en matière de retrait des fonds et de responsabilité financière. La gestion financière du projet sera conforme au cadre juridique qui régit la gestion financière du secteur public dans le pays.
31. Le risque de gestion financière pour ce projet est jugé moyen compte tenu de la nécessité: d'optimiser l'efficacité des transferts de fonds vers les organismes bénéficiaires; de renforcer les contrôles des transferts de fonds vers les organismes bénéficiaires et d'améliorer la communication de l'information financière pour la rendre davantage conforme aux exigences du FIDA.
32. Flux de fonds. L'emprunteur ouvrira auprès de la Banque centrale de la République dominicaine un compte désigné en dollars des États-Unis réservé exclusivement aux ressources du prêt et du don. Les avances seront déposées sur ce compte et les fonds seront transférés depuis ce compte vers le compte opérationnel du projet dans la monnaie nationale.
33. Comptabilité. La comptabilité des projets sera effectuée par le biais du système d'information de gestion financière, outil modulaire automatisé utilisé par le système de l'administration financière du pays. Le système enregistrera les informations financières produites par l'unité de gestion du projet, lesquelles permettront d'améliorer le système afin de produire les relevés de placements et les états financiers requis au titre de l'exécution du budget consolidé pour chaque composante, catégorie de dépenses et source de financement. La République dominicaine travaille actuellement à la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public.
34. Financement rétroactif. En dérogation à la section 4.08 a) ii) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole, il est recommandé que les dépenses spécifiques admissibles engagées sur la période commençant à la date d'approbation du Conseil d'administration jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement pour ce projet soient d'un montant maximum équivalant à 300 000 USD, et préfinancées par le gouvernement. Elles seront remboursées sur le prêt du FIDA après l'entrée en vigueur de l'accord de financement et après satisfaction des conditions préalables au retrait. Les dépenses spécifiques qui seront financées rétroactivement seront conformes à l'accord de financement.

35. **Audit.** Des vérificateurs externes qualifiés, enregistrés auprès du Contrôleur général de la République dominicaine et jugés acceptables par le FIDA, vérifieront chaque année les états financiers consolidés du projet, conformément aux Normes internationales d'audit et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice financier. Le mandat de l'audit sera convenu avec l'emprunteur et comprendra les opérations financières du projet, toutes sources de financement confondues.
36. **Passation des marchés.** La passation des marchés dans le cadre du projet sera effectuée conformément à la réglementation nationale et aux Directives du FIDA pour la passation des marchés. Les processus de passation des marchés seront planifiés et exécutés par l'unité de gestion du projet, sous la responsabilité de son directeur. En vertu de sa fonction spécifique concernant la gestion de la passation des marchés, l'unité de gestion du projet veillera à la qualité de la conformité aux directives du FIDA en examinant les documents et en apportant en temps utile l'assistance nécessaire à l'organisme d'exécution. Le manuel opérationnel fixera l'ensemble des règles et procédures relatives à la gestion de la passation des marchés.
37. **Gouvernance.** Les principes de bonne gouvernance, de transparence et de participation, ainsi que les mécanismes de transmission d'informations complémentaires au système de S&E, seront convenus avec tous les acteurs, en particulier la DIGECOOM, les organisations partenaires du projet et les communautés bénéficiaires. Le manuel d'exécution du projet prescrira des procédures conformes à la politique anticorruption du FIDA.

E. Supervision

38. Le FIDA supervisera directement le projet et conduira, en complément, des missions d'appui à l'exécution. Une mission de supervision sera organisée chaque année. La première mission de supervision, entreprise six mois environ après l'entrée en vigueur du projet, portera sur le suivi de l'avancement des activités par rapport au calendrier défini dans le plan d'exécution, et évaluera les dépenses, les contributions à titre de fonds de contrepartie et la conformité à l'accord de financement. Des missions d'appui à l'exécution seront planifiées pour aborder les questions dont l'étude aura été recommandée par les missions de supervision.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

39. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas techniques et financiers, les droits et taxes, pour une période d'exécution de six ans, est estimé à 21,07 millions d'USD, dont 20,47 millions d'USD pour couvrir le coût de base (97% du coût total) et 600 000 USD pour les aléas techniques et financiers (3% du coût total).
40. Le projet comprend une proposition d'approche programmatique. Le déficit de financement de 14,23 millions d'USD pourra être financé par des cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (en vertu de conditions de financement à définir et en fonction de la disponibilité de fonds et des procédures internes) ou par un cofinancement identifié pendant l'exécution.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Institutions financières nationales		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total Montant
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Investissements en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales	9 307	56			3 000	18	1 600	10	2 625	16	16 532
2. Concertation interinstitutionnelle sur les politiques	-	-	200	55	-	-	-	-	161	45	361
3. Planification, suivi-évaluation, gestion des savoirs et gestion du projet	2 373	57			-	-	-	-	1 801	43	4 174
Total	11 680	57	200	1	3 000	14	1 600	8	4 587	43	21 067

B. Financement de projet

41. Le projet sera financé comme suit: i) le Gouvernement de la République dominicaine versera une contribution de 4,58 millions d'USD; ii) le FIDA octroiera un prêt de 11,68 millions d'USD et un don de 200 000 USD; iii) les institutions financières nationales fourniront 3 millions d'USD au titre du crédit et iv) les organisations bénéficiaires verseront une contribution de 1,6 million d'USD.

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Institutions financières nationales		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total Montant
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Matériel et véhicules	154	77	-	-	-	-	-	-	46	23	200
2. Consultants	2 149	79	200	7	-	-	-	-	369	14	2 719
3. Dons et subventions	7 820	52	-	-	3 000	20	1 600	11	2 580	17	15 000
4. Traitements et dépenses de fonctionnement	1 557	50	-	-	-	-	-	-	1 591	51	3 148
Total	11 680	55	200	7	3 000	14	1 600	8	4 587	14	21 067

C. Résumé des avantages et analyse économique

42. Le projet bénéficiera à environ 14 970 familles rurales, soit 57 780 personnes, dont 26 940 seront des bénéficiaires directs. Le taux de rentabilité économique interne est de 20,15% et la valeur actualisée nette, de 20,42 millions d'USD. Le projet est confronté à de faibles risques institutionnels, économiques, financiers et techniques, et sa sensibilité au changement est relativement modeste.

D. Durabilité

43. Le projet sera exécuté dans l'espace institutionnel fourni par le MEPD, dont l'objet correspond à celui du projet. L'exécution et la gestion du projet sous la houlette de la DIGECOOM garantiront la continuité des expériences acquises dans le cadre du projet PRORURAL Centre et Est, en tirant parti des ressources et des capacités créées et en assurant la durabilité institutionnelle du projet.
44. Ce projet approfondira et développera les enseignements du projet PRORURAL Centre et Est, dont les méthodologies ont été validées. Les améliorations apportées par ce projet permettront de lutter plus efficacement contre la pauvreté rurale persistante par l'application de méthodes et de stratégies favorisant l'inclusion

productive et la résilience. L'expérience fructueuse du modèle de partenariat public-privé a montré que la participation d'une entité privée à la sélection, à l'approbation et à la mise en œuvre des plans pour l'inclusion et la résilience renforce la viabilité technique, financière et productive des investissements. Conjuguée à la focalisation sur les familles et au rôle fondamental des organisations de producteurs, cette participation renforce la durabilité des résultats en rapport avec l'inclusion productive et la résilience.

E. Identification et atténuation des risques

45. Le projet est exposé à des risques modérés, notamment: i) les risques institutionnels liés aux difficultés de mise en place de la plateforme interinstitutionnelle; ii) les risques initiaux de l'exécution liés au ciblage précis des familles; iii) les risques liés à la gestion et à l'efficacité administrative de la coordination avec les différents partenaires; iv) le risque lié à la structure de l'unité de gestion du projet au sein de la DIGECOOM et au bon fonctionnement du partenariat public-privé; v) le risque technologique lié à un manque potentiel de propositions en faveur de l'inclusion productive et de la résilience et vi) l'incertitude du régime foncier, qui génère des risques pour la planification des investissements à moyen et long terme.
46. Catégorie environnementale et sociale. Le projet devrait être considéré comme relevant de la catégorie B. Les effets environnementaux et sociaux qui pourraient découler de la mise en œuvre de plans d'investissement sur des questions productives ou l'accès routier sont réversibles et peuvent être réduits au minimum grâce à la mise en œuvre du plan de gestion sociale et environnementale.
47. Risque climatique. Bien que le projet puisse être classé à haut risque, le pays dispose d'un système institutionnel solide pour faire face à ce risque. À l'échelon local, le projet appuiera la coordination avec les initiatives de gestion des bassins versants. Un premier exercice de diagnostic territorial permettra de s'assurer que les plans pour l'inclusion et la résilience comportent une évaluation adéquate de la vulnérabilité climatique. En outre, dans le cadre de la table ronde sur l'eau au MEPD, plusieurs initiatives sont entreprises pour améliorer la gestion des bassins versants et soutenir la mise en place de comités de sous-bassins versants avec les parties prenantes locales, avec un financement de la Banque mondiale et de la BID et l'assistance technique de la FAO et de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). Le responsable de la table ronde sur l'eau et des représentants d'institutions clés ont participé à une réunion organisée par le MEPD pour déterminer la façon de coordonner les investissements au niveau local.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

48. Le projet est conforme aux politiques du FIDA, en particulier:
 - a) Politique de ciblage du FIDA: le projet adoptera des indicateurs et des modèles pour la planification géographique, et comportera des mesures d'autociblage pour faciliter la participation des femmes, des jeunes et des familles qui font face à des risques environnementaux ou nutritionnels.
 - b) Politique du FIDA en matière de finance rurale: le projet augmentera la disponibilité des ressources et des produits financiers pour les producteurs en améliorant la qualité des plans pour l'inclusion et la résilience (par le biais d'un appui technique à toutes les phases), facilitant ainsi l'accès au crédit.
 - c) L'accent mis sur les femmes et les jeunes correspond aux priorités du FIDA: il s'appuie sur les expériences du projet précédent et sur les politiques du FIDA en faveur des jeunes.

- d) Politiques environnementales, gestion des risques et adaptation aux changements climatiques: l'approche, la vision et les mesures du projet visent à améliorer de manière significative la résilience des populations rurales pauvres.
- e) Le projet est conforme aux politiques du FIDA en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

B. Alignement et harmonisation

- 49. Le projet est conforme aux politiques et priorités du pays telles que décrites dans la Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 et dans le Plan national pluriannuel pour le secteur public 2016-2020, qui accorde la priorité au développement rural et à la réduction de la pauvreté rurale.
- 50. Des efforts considérables ont déjà été consentis pour harmoniser et coordonner les mesures du projet avec les initiatives d'autres donateurs et partenaires de développement. Le responsable de la table ronde sur l'eau et des représentants de la Banque mondiale, de la BID, de la FAO et de l'IICA ont participé à une réunion organisée par le MEPD pour déterminer la façon de coordonner les différents investissements au niveau local. Une réunion conjointe convoquée par le MEPD s'est également tenue en présence de représentants des autres organismes ayant leur siège à Rome pour présenter une réponse coordonnée aux demandes du gouvernement sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

- 51. Le projet propose une stratégie pour résorber la pauvreté rurale par l'inclusion productive, qui est partagée par le gouvernement, notamment par le MEPD. Cette stratégie vise entre autres à relier les petits exploitants aux secteurs les plus dynamiques, à renforcer leurs liens avec le marché et à améliorer la gestion des ressources naturelles. Elle s'appuie sur les méthodes et les outils validés dans le projet PRORURAL Centre et Est, avec des instruments améliorés tels que les fiches de notation sur la résilience et l'inclusion productive des ménages et des outils permettant d'évaluer les risques en lien avec les plans pour l'inclusion et la résilience dans les domaines de l'environnement, de l'exclusion, de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Cela permettra d'assurer l'optimisation du ciblage et la mise en œuvre effective des initiatives en faveur de la résilience et de l'inclusion productive des familles rurales pauvres.
- 52. La mise en œuvre de cette stratégie, dirigée par le MEPD dans le cadre des politiques nationales de renforcement de l'aménagement du territoire et accompagnée d'un système de S&E efficace, facilitera la reproduction de la stratégie à plus grande échelle, en complément des investissements et des politiques des pouvoirs publics.

D. Participation à l'élaboration des politiques

- 53. Le MEPD, principal partenaire du FIDA dans le pays, s'intéresse aux stratégies d'identification des besoins et des modèles d'intervention en rapport avec l'inclusion productive. Dans le cadre de ses politiques de cohésion territoriale, il agit également dans les domaines de la décentralisation, de l'autonomisation des institutions locales et de l'aménagement du territoire.
- 54. Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire. Le gouvernement s'intéresse à la coopération et à l'acquisition de savoirs en lien avec la gestion, l'administration et l'exécution efficaces des projets de développement rural. Il est particulièrement disposé à partager ses expériences en ce qui concerne: i) les partenariats public-privé pour l'exécution de projets financés par des fonds publics et ii) les savoirs, capacités et technologies en rapport avec les produits tropicaux, notamment le cacao et les légumes.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

55. Un accord de financement entre la République dominicaine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié sera transmise aux représentants au Conseil d'administration au moins cinq jours ouvrables avant l'expiration du délai de 30 jours à compter de la transmission du rapport du Président et du document de conception du projet auxdits représentants.
56. La République dominicaine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
57. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

58. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:
 - DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République dominicaine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de onze millions six cent quatre-vingt mille USD (11 680 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.
 - DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République dominicaine un don d'un montant équivalant à deux cent mille USD (200 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Inclusión Productiva y Resiliencia de las Familias Rurales Pobres"

(Negociaciones concluidas el 16 de noviembre de 2017)

Número del Préstamo: _____

Número de la Donación: _____

Proyecto de Inclusión Productiva y Resiliencia de las Familias Rurales Pobres (PRORURAL Inclusivo y Resiliente) ("el Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

La República Dominicana (el "Prestatario/Receptor")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO, que el Prestatario/Receptor acepta que las actividades del Proyecto sean financiadas de conformidad con el presente Convenio; y

CONSIDERANDO, el interés del Prestatario/Receptor en la identificación de fondos adicionales para ampliar y/o complementar los objetivos del Proyecto;

Las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

58. Los siguientes documentos conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola enmendadas en abril de 2014 (las "Condiciones Generales").

59. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio previa comunicación al Prestatario/Receptor. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

60. El Fondo proporcionará un Préstamo y una Donación (el Financiamiento) al Prestatario/Receptor/Receptor, que el Prestatario/Receptor utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. La Financiación estará compuesta por:
 - A. El monto del Préstamo de once millones seiscientosochenta mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 11 680 000).
 - B. El monto de la Donación de doscientos mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 200 000).
2. El Ejercicio Financiero aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año. El Ejercicio Financiero corresponde al año fiscal del Prestatario/Receptor.
3. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias, y pagará un tipo de interés equivalente al cien por ciento (100%) del tipo de interés variable de referencia del FIDA. I.
4. El Préstamo tiene un plazo de reembolso de dieciocho (18) años, incluido un período de gracia de tres (3) años.
5. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar de los Estados Unidos de América (USD).
6. Los pagos del capital y los intereses del Préstamo serán pagaderos cada 15 de junio y 15 de diciembre El capital será pagadero en 30 plazos semestrales consecutivos y en lo posible iguales, comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento se comunicará al Prestatario/Receptor el calendario de amortización correspondiente.
7. El Prestatario/Receptor proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por el monto aproximado de USD 4 587 000 para cubrir impuestos y para cofinanciar las actividades del Proyecto de acuerdo al documento de diseño del Proyecto y a la proyección en cada ejercicio fiscal, de conformidad con el Plan Operativo Anual (POA), y pondrá dichas asignaciones a disposición del Proyecto en cada ejercicio presupuestario.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será la Dirección General de Cooperación Multilateral (DIGECOOM) del Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo (MEPyD) del Prestatario/Receptor.
2. Se designan Partes adicionales en el Proyecto: a) la Dirección del Sector Económico y Apoyo al Sector Privado de la DIGECOOM y dentro de ésta: la Unidad de Gestión del Proyecto (UGP) y las gerencias especializadas: Gerencia Especializada en Gestión Financiera (GEGF); Gerencia Especializada en Adquisiciones (GEA); y Gerencia Especializada en Planificación, Seguimiento, Evaluación y Aprendizaje (GEPSEA); b) Áreas operativas (AO); c) alianza público-privada; d) Organizaciones Económicas Rurales (OERs); e) Entidades prestadoras de servicio, proveedores de bienes y otras (EPS); y f) Instituciones financieras nacionales.
3. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
4. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio u otra fecha acordada entre las Partes.

Sección D

1. El Fondo gestionará la contabilidad interna de la cuenta del Préstamo y los desembolsos, y supervisará directamente el Proyecto con la finalidad de verificar la correcta ejecución del Proyecto conforme al presente Convenio.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional a los establecidos en la Sección 12.01 de las Condiciones Generales para la suspensión del derecho del Prestatario/Receptor a solicitar desembolsos el siguiente:

i. Que el Manual de Operaciones del Proyecto o sus disposiciones, hayan sido objeto de suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo del Fondo, y se haya determinado que éstos han tenido, o es probable que tengan, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto;

2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas a la establecida en la Sección 4.02 b) de las Condiciones Generales para el retiro de fondos las siguientes:

i. Que el Fondo haya dado la no objeción al borrador del Manual de Operaciones del Proyecto;

ii. Que se haya seleccionado y nombrado, a satisfacción del Fondo, al Director del Proyecto y el Gerente Financiero del Proyecto;

iii. Que se haya abierto la Cuenta Designada y la(s) Cuenta(s) del Proyecto.

3. El presente Convenio está sujeto a ratificación por parte del Prestatario/Receptor.

4. El Prestatario/Receptor designa al Ministro de Hacienda como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales.

5. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario/Receptor:

Ministro de Hacienda
Ministerio de Hacienda
Avenida México No.45 Gazcue, DN
Santo Domingo,
República Dominicana

El presente Convenio se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y otra para el Prestatario/Receptor que entrará en vigor una vez se haya obtenido la ratificación por parte del Congreso Nacional y haya sido debidamente publicado conforme a la legislación de la República Dominicana.

REPÚBLICA DOMINICANA

Representante Autorizado
(Nombre y título)

FONDO INTERNACIONAL
DE DESARROLLO AGRÍCOLA

(Nombre)
Presidente

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. Área del Proyecto. El proyecto tendrá una cobertura nacional priorizando sus inversiones en las zonas rurales con mayor nivel de pobreza.
2. Población Objetivo. La Población objetivo del proyecto está compuesto por Familias de Pequeños Productores y Familias sin Tierra del Área del Proyecto con elevados niveles de pobreza multidimensional y monetaria. La población atendida por el Proyecto ha sido estimada en aproximadamente 14,970 familias de las cuales al menos un 25% son familias con jefatura femenina. El número estimado total correspondiente de los miembros de las familias que recibirán servicios del Proyecto es de aproximadamente 26.940 de los cuales al menos el 40% son mujeres y 30% son jóvenes.
3. Fin y Objetivo de Desarrollo. El fin del Proyecto es contribuir a promover actividades generadoras de ingresos y la seguridad alimentaria y nutricional de las familias rurales. El objetivo de desarrollo del Proyecto es aumentar la resiliencia y el acceso a los mercados de productos, servicios y empleo de las familias beneficiarias.
4. La estrategia del Proyecto. El proyecto desarrollará acciones en el marco de: i) una estrategia de focalización que identifique las vulnerabilidades y necesidades de la población objetivo; ii) la identificación de los desafíos y las oportunidades de las inversiones del proyecto mediante una participación activa de las organizaciones e instituciones (públicas y privadas) presentes en los territorios seleccionados favoreciendo la planificación de las inversiones y la complementariedades a nivel local con programas impulsados por las políticas nacionales; iii) el uso de instrumentos y métodos (Organizaciones y Planes) y alianzas (sector privado y capacidades locales y nacionales) adecuados; iv) el desarrollo de un proceso de aprendizaje alimentados por un sistema de S&E adecuado y que contribuya a la participación en los espacios de diálogo de políticas.
5. Estrategia para jóvenes. Para el proyecto la inclusión de los jóvenes representa una prioridad central de la estrategia para el logro de los objetivos propuestos. La participación de los jóvenes se basará en promover su participación en Planes de Negocios para la Inclusión y Resiliencia (PIRs) agrícolas orientadas a la exportación, procesamiento (lácteos, jugos, carnes procesadas), paquetes tecnológicos de apoyo a empresas locales (ordeño, crianza, siembra y comercialización y capacitación en cadena de valor), capacitación especializada y servicios para manejo de recursos naturales, ecoturismo y turismo rural sostenible y el uso de Tecnologías de la Información y Comunicación (TIC). Se buscarán propuestas innovativas para su reconocimiento social, la creación de espacios de nuevas funciones y responsabilidad en las Organizaciones Económicas Rurales (OERs), actividades dinámicas y de enlace rural urbano, microempresas en sectores novedosos para el ambiente y el turismo.
6. Estrategia de género. Se priorizarán acciones de discriminación positiva e incentivos para incluir a las mujeres en actividades que generen ingresos. Para lograr una mayor participación y empoderamiento de mujeres se promoverán organizaciones/grupos específicos de mujeres y organizaciones/grupos mixtos liderados desde el inicio por una o más mujeres. En la selección de PIRs se identifica por lo menos 30% de planes con estas características con el objetivo de lograr la incorporación de un 40% de mujeres entre los beneficiarios del proyecto. Además, se dará prioridad a grupos/organizaciones que incluyan a las mujeres más vulnerables: sin tierra, menor educación, sin acceso a servicios, jefas de hogar.
7. Estrategia en seguridad alimentaria y nutricional. El Proyecto contribuirá al diálogo político nacional sobre temas relacionados con la nutrición y llevará a cabo acciones directas para aumentar la seguridad alimentaria y mejorar la calidad de la dieta y la

nutrición de las familias de los beneficiarios. Los PIRs deberán contemplar actividades para la seguridad alimentaria y nutricional en todos los casos en los cuales la información sobre las familias señalen deficiencias y/o riesgos alimentarios y nutricionales. Se promoverán actividades de sensibilización y educación sobre asuntos de calidad de la dieta y su vínculo con la producción en finca.

8. Componentes. El Proyecto se organizará en los siguientes tres componentes:

A. Componente 1: Fortalecimiento de capacidades y planificación

A1. Objetivo. Mediante el Componente se promoverá la mejora sostenible de los ingresos de las familias y su resiliencia ante crisis y choques de origen climático, ambientales, económicos y sociales. Esta mejora de resiliencia consiste en la incorporación por parte de las familias, de procesos, cambios de comportamiento y activos tangibles, que aumenten su capacidad para enfrentarse a las crisis y choques disminuyendo sus efectos, y facilitando la recuperación lo más rápidamente posible, evitando efectos adversos persistentes. El Componente incluye las actividades de identificación, diseño, aprobación, implementación y evaluación de PIRs para Familias de productores, para Jóvenes (50% hombres y 50% mujeres) y para Familias sin tierra, por intermedio de organizaciones de base, formales o informales.

A2. Resultados: (1.1) Fomentar la inclusión productiva de las familias beneficiarias; y (1.2) mejorar la resiliencia de las familias pobres rurales.

B. Componente 2: Diálogo de Políticas interinstitucional

B1. Objetivo. El componente promoverá instancias de diálogo y coordinación interinstitucional en favor de la inclusión productiva con el objetivo de lograr las condiciones para que las políticas públicas adopten y escalen los modelos probados por el Proyecto para la mejora de la inclusión productiva y la resiliencia de las familias pobres rurales.

B2. Resultados. Generar un proceso de aprendizaje para la definición de una estrategia de focalización y modelos de intervención para escalar la inclusión productiva y la resiliencia de las familias.

B3. Las actividades del Componente 2 serán coordinados por la Dirección General de Desarrollo Económico y Social del Viceministerio de Planificación del MEPyD, que cuenta además con otras dos direcciones que contribuirán al buen desempeño del Proyecto: la Dirección General de Inversión Pública, y la Dirección General de Ordenamiento y Desarrollo Territorial.

C. Componente 3: Gestión del proyecto.

C1. Objetivo. Los resultados del proyecto se lograrán mediante una interacción continua entre la implementación de la inversión y el sistema de Monitoreo y Evaluación (S&E) y de Gestión del Conocimiento (GC) del Proyecto. Además de lograr una mejor gestión del Proyecto, el Componente 3, en complementariedad con las actividades de SSTC, favorecerá un diálogo de políticas a nivel nacional para ampliar a otras áreas los nuevos modelos de focalización, evaluación de necesidades e intervención para complementar eficazmente las políticas sociales gubernamentales

C2. Resultados. Contribuir de manera efectiva a la inclusión productiva y la resiliencia de las familias rurales, al proceso de aprendizaje y al diálogo interinstitucional.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto.

1.1. Designación. Se designa como Organismo Responsable del Proyecto a la Dirección General de Cooperación Multilateral (DIGECOOM) del Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo (MEPyD) del Prestatario/Receptor.

1.2. Funciones: Las principales funciones de la DIGECOOM con relación al Proyecto incluyen: i) asegurar la ejecución del mismo en consonancia con las políticas y estrategias nacionales y sectoriales; ii) asegurar el cumplimiento de las disposiciones establecidas en el presente Convenio de Financiación; iii) aprobar, con la no objeción del FIDA el Manual Operativo del Proyecto; iv) aprobar, con la no objeción del FIDA los Planes Operativos Anuales (POAs), Presupuestos y Planes de Adquisiciones; v) asegurar que se realicen las auditorías externas conforme a lo dispuesto en el presente Convenio y normas del FIDA en la materia; vi) seleccionar y contratar el personal del Proyecto, siguiendo los procedimientos de contratación previstos en el Manual Operativo y en el presente Convenio; vii) las demás responsabilidades que se estipulen en virtud del presente Convenio.

1.3. Delegación: La DIGECOOM delega en la Unidad de Gestión del Proyecto (UGP) la implementación directa del Proyecto.

2. Unidad Gerencial del Proyecto (UGP)

2.1. Establecimiento y Composición. La UGP se conformará como unidad adscrita a la DIGECOOM. Contará con un equipo conformado por un Director de Proyecto, que será apoyado por un Asistente Técnico-Administrativo y las Gerencias Especializadas en Gestión Financiera, Adquisiciones y Planificación, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Aprendizaje.

2.1.1. Funciones. La UGP-DIGECOOM será la responsable de administrar y supervisar la ejecución del proyecto y tendrá como principales funciones: i) vigilar el cumplimiento de los objetivos del Proyecto; ii) dar seguimiento al cumplimiento de los compromisos contractuales adquiridos con el FIDA por parte del Ministerio de Hacienda, representante del Prestatario/Receptor; iii) supervisar las inversiones; iv) garantizar el alineamiento de las inversiones con los objetivos de las políticas públicas. ; v) asegurar que la alianza público-privada se suscriba en el marco de transparencia y que garantice el logro de las metas Proyecto; y vi) gestionar los desembolsos del préstamo y dar seguimiento a los procesos de auditoría.

2.1.2. En el proceso de implementación de los PIR, la UGP deberá garantizar que se mantenga actualizada la información relevante que permita su seguimiento, control de los riesgos y contribución a los objetivos del Proyecto. La UGP será responsable de la evaluación final de cada PIR.

2.2. Gerencia Especializada en Gestión Financiera (GEGF): Tendrá a cargo la gestión financiera del Proyecto y será coordinada por un Gerente Financiero con el apoyo de un Contador, un Sub-Contador y un Auxiliar Administrativo.

2.2.1. Funciones. Sus principales funciones serán: i) Control interno y administración financiera: preparar contabilidad, estados financieros, solicitudes de desembolso, seguimiento al financiamiento; ii) Supervisión de los recursos humanos, materiales y financieros necesarios para la ejecución del proyecto; iii) Control adecuado de activos e inventarios de los bienes del Proyecto; iv) Preparación y seguimiento al presupuesto global y anual del Proyecto; v) Supervisión de la designación/contratación de los auditores externos y a la realización de los informe periódicos sobre la situación financiera del proyecto; vi) Coordinación con las diferentes instancias involucradas en la ejecución del Proyecto; vii) Coordinación de la preparación, consolidación y presentación de la información administrativa, contable y financiera que se requiere para el Proyecto;

y viii) Control de cumplimiento de las normas, políticas y procedimientos establecidos en la documentación legal del Proyecto, del Estado y del FIDA.

2.3. Gerencia Especializada en Adquisiciones (GEA): Esta Gerencia será coordinada por un Gerente de Adquisiciones.

2.3.1. Funciones. Sus principales funciones serán: i) Los procesos de adquisiciones y contrataciones que requiera la UGP; ii) Preparación del PAC del Proyecto, en coordinación con la Unidad Especializada de PSEA, iii) Seguimiento a la ejecución del PAC y preparar los informes correspondientes, iii) Seguimiento a la ejecución de los contratos; iv) Registro actualizado de los contratos formalizados; v) Planificación de adquisiciones y supervisión de su ejecución en los planes que se presenten en el proyecto, vi) Asesoramiento técnico a la Institución con la que se establezca una alianza estratégica para la tercerización de acciones del proyecto a nivel de terreno.

2.4. Gerencia Especializada en Planificación, Seguimiento, Evaluación y Aprendizaje (GEPSEA). La Gerencia estará coordinado por un Gerente del Sistema PSEA, quien será el responsable de la gestión PSEA. Contará con el apoyo de un oficial territorial de S&E, un coordinador del Sistema de Información y un Estadístico.

2.4.1. Funciones. Sus principales funciones serán: i) Implementación del Sistema de Planificación, Seguimiento, Evaluación y Aprendizaje (PSEA); ii) Coordinación de la elaboración del POA del Proyecto y las otras instancias de planeamiento; iii) Capacitación del personal del proyecto y de la EP en la finalidad y uso del PSEA; iv) Seguimiento de la ejecución del POA, v) Coordinación de los procesos de institucionalización del aprendizaje sobre la experiencia e incorporar recomendaciones; vii) elaborar los TDRs para la línea de base y final y su puesta en operación; vi) Coordinación de la Estrategia de Comunicación del Proyecto. En el marco de sus responsabilidades deberá garantizar que cada plan cuente, antes de su presentación al comité de aprobación de los planes, con la información necesaria.

3. Áreas operativas (AO), como Legal, Comunicación y Auditoría Interna, serán asumidas por la DIGECOOM del Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo.

4. Contratación de Personal. El personal de la UGP que se designen para desarrollar funciones en el marco de Proyecto serán contratados a través de procedimientos transparentes y competitivos, cumpliendo con criterios de elegibilidad y selección establecidos en el Manual Operativo del Proyecto.

4.1. Los elementos mínimos que el procedimiento de contratación debe contener y contar con aprobación previa del Fondo son: i) definición de los términos de referencia y las calificaciones y experiencia a reunir los candidatos; ii) proceso de selección transparente y competitivo; iii) nombramiento del candidato seleccionado.

4.2. La contratación del personal profesional y técnico de la UGP deberá contar con la previa no objeción del FIDA. La contratación del personal de servicio y apoyo administrativo no requerirá la no objeción del FIDA. Sólo se podrá cesar al personal después de consultar al Fondo y tras una evaluación de tipo técnico.

5. Alianza Público-Privada. Para la identificación, diseño, implementación y apoyo a los PIR, se continuará la Alianza Público-Privada, existente entre la Dirección General de Cooperación Multilateral (DIGECOOM) y la Junta Agroempresarial Dominicana (JAD). El alcance de esta Alianza se estipulará en detalle en un Convenio de Cooperación Interinstitucional acordado por ambas partes, previo acuerdo con el FIDA y de conformidad con lo que se determine en el MOP.

6. Instituciones financieras nacionales. Prestarán servicios financieros y de crédito a los beneficiarios del proyecto en el marco de los Planes de Inversión y Resiliencia.

7. Manual Operativo del Proyecto (MOP). El MOP tendrá como propósito definir el marco conceptual, institucional, normativo y técnico del Proyecto, así como los niveles de responsabilidad de las instancias e instituciones involucradas en su implementación.

Asimismo, se definen las responsabilidades, los procedimientos operativos, administrativos y financieros, y acciones que son necesarias para su implementación. El MOP será de uso obligatorio para todos los funcionarios, directivos, técnicos, personal de las diferentes instituciones responsables del cumplimiento de los objetivos del Proyecto. Deberá ser elaborado por la UGP y aprobado por el Director General de la DIGECOOM, el cual tendrá la responsabilidad de trasladarlo al FIDA para su no objeción final.

7.1. En los casos que se requiera incluir modificaciones al MOP, éstas deberán ser igualmente aprobadas por el Director General de la DIGECOOM, previa recomendación del FIDA y posterior no objeción.

7.2. El Manual incluirá entre otros los siguientes temas o aspectos: las normas y los procedimientos para la operación del Proyecto, abarcando, entre otras cosas, el esquema organizativo para la operación de los componentes, las tareas específicas de los funcionarios, funciones y responsabilidades, el marco para las contrataciones y adquisiciones del Proyecto, el esquema para el seguimiento y evaluación, normas y procedimientos ambientales, criterios de selección del personal del Proyecto, el funcionamiento de la UGP, las regulaciones contables, los requisitos y procedimientos para la utilización de los recursos del Proyecto. Asimismo, incorporará las regulaciones referidas los criterios de selección de auditores y regulaciones en general de auditoría.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. Asignación de los recursos del Préstamo y la Donación. a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y a la Donación, y la asignación de los montos asignados del Préstamo y de la Donación a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría. Así mismo, las Partes podrán acordar reasignaciones entre las siguientes categorías de gastos:

Categoría	Monto asignado del Préstamo (en USD)	Monto asignado de la Donación (en USD)	Porcentaje de gastos admisibles (excluyendo impuestos)
I. Vehículos y Equipos	139 000		100% excluyendo el aporte del Gobierno
II. Asistencia Técnica	1 934 000	200 000	100% excluyendo el aporte del Gobierno
III. Planes de negocio	7 038 000		100% excluyendo el aporte del Gobierno y de los beneficiarios
IV. Salarios y Gastos Operativos	1 401 000		100% excluyendo el aporte del Gobierno
Sin Asignación	1 168 000		
TOTAL	11 680 000	200 000	

2. Algunas definiciones. A los efectos del presente Anexo, los términos que se indican a continuación tendrán los siguientes significados:

Vehículos y equipos: se refiere a los vehículos, equipos y bienes que requiere la UGP para la operación del proyecto.

Asistencia Técnica: se refiere a estudios como línea de base, evaluaciones, auditorías, contratos de servicios para formulación de planes y acompañamiento al cierre de proyectos, entre otros. Las consultorías a cargo de la donación se refieren a estudios u otros servicios de consultoría dirigidas a facilitar el diálogo y coordinación interinstitucional del Componente 2 (Diálogo de Políticas interinstitucional).

Planes de negocio: se refiere a los gastos elegibles definidos en los diferentes tipos de planes a favor de las organizaciones de beneficiarios, y con base a lo establecido en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Salarios y Gastos Operativos: se refiere a los gastos destinados al personal involucrado directamente en la ejecución del proyecto y a los gastos destinados al apoyo de las operaciones implementadas por el personal del proyecto.

El detalle de estas definiciones se incluirá en el Manual de Operaciones del Proyecto.

3. Financiación retroactiva. Se considerarán gastos admisibles y reembolsables al Prestatario/Receptor aquellos incurridos con anterioridad a la fecha de entrada en vigor

del presente Convenio, pero posteriormente a la aprobación de la Financiación por parte de la Junta Ejecutiva del Fondo, hasta por un monto total equivalente a USD 300 000 con respecto a las Categorías I, II y IV del Préstamo , para financiar costos asociados con el estudio de la línea de base, la preparación del manual de operaciones, las mejoras al sistema contable informatizado y de gestión, y los salarios iniciales del Director, del Gerente Financiero, del Gerente de Adquisiciones y del Gerente en Planificación, Seguimiento, Evaluación y Aprendizaje.

4. Costos de puesta en marcha. El retiro de fondos por adelantado respecto a la puesta en marcha del proyecto para gastos admisibles en las Categorías I, II, y IV podrá ser realizado después de la entrada en vigor del presente Convenio pero antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro, no deberá exceder un monto total equivalente a USD 300 000, y no deberá incluir los costos financiados a través de la financiación retroactiva.

5. Los costos relacionados a la financiación retroactiva y los costos de puesta en marcha no deberán exceder en su totalidad un monto equivalente a USD 300 000.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)	
	Name	Baseline	End Target	Source	Frequency	Responsibility		
Goal: The project's investments contribute promoting income-generating activities and the food and nutritional security of rural families	Number of people targeted by the project experiencing economic mobility (Increase in income and goods by more than 10 percent) ^{S, Y, Lead} – SDG target 1.1 & 1.2	0	20 100 (women 8,040)	M&ES	Mid-Term Final Eva	PMU/MEP yD	Vulnerability of poor rural families due to the effects of the systemic environmental and economic shocks that could hit the country	
	Number of women reporting improved quality of their diets (heads of household or partner of the household head) ^{Y, IND} – SDG target 2.1 & 2.2	0	5.500					
Development Objective: Beneficiary families have increased their access to markets and their resilience to economic and climate-related shocks	Number of beneficiary families reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities ^{S, Y, Lead} – SDG target 2.3 & 10.2	0	12.800 (female headed families 5.120)	M&ES	Mid-Term Final Eva	PMU/MEP yD		
	Number of families targeted by the project with increased resilience ^{S, Y, Lead} – ODS metas 1.5 & 13.1	0	12.000 (female headed families 4.800)					
	A strategy for targeting, productive inclusion and resilience is developed, tested and institutionalized	0	1					
OUTREACH <ul style="list-style-type: none"> Number of persons receiving services promoted or supported by the project ^{C, S, Y}: 26.940. At least 40% of the beneficiaries at the end of the project are women and 30% are young (under 35 years old) Corresponding number of households reached ^{Lead}: 14.970. At least 25% (3740) of the beneficiary households at the end of the project are households headed by women Estimated corresponding total number of households' members ^{Lead}: 57.780. 								
Component 1: Investments for Productive Inclusion and Resilience								
Outcome 1.1 Investment plans foster the productive inclusion of beneficiary families	Number of targeted families with better conditions for productive inclusion ³	0	11.900 (female headed families 2.975)	Score-card	Annual	PMU/MEP yD	The persistence of monetary poverty can have serious effects on rural households, forcing them to adopt negative strategies that, responding to a short-term logic, affect their vulnerability and reduce their resilience in the medium and long term.	
	Number of new jobs created ^{S, Y, IND} – SDG target 8.2	0	29.000 (women 11.600)					
	Percentage of OERs that comply with commercial agreements with buyers ^{Lead, SEC} – SDG target 8.2 & 8.3 & 10.2	20%	60% (led by women 20%)					
	Percentage of families reporting new or improved services provided by OERs ^{S, Y, Lead} – SDG target 8.2 & 10.2	10%	90% (female headed families 23%)					
Outcome 1.2 Investment plans improve the	Number of people reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient	0	16.150	Score-card	Annual	PMU/MEP yD		Without specific interventions to improve

³ Productive Inclusion and Family Resilience will be measured using a simple scorecard: the family score is the sum of the 1 point given for each positive answer to specific questions. Both Productive Inclusion and Family Resilience increase when the family score has increased compared to the baseline survey score.

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
resilience of beneficiary families	technologies and practices ^{S, Y, Lead, IND} – SDG target 2.4 & 13.1 – 13.3 & 15.1-15.3						their resilience, poor rural families will remain the most affected during crises and the least able to recuperate in periods of growth
	▪ Percentage of households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs ^{C, S, Y, Lead, SEC} – SDG target 1.4, 2.3 & 2.4	0	8.000				
Component 2: Inter-Institutional Policy Dialogue							
Outcome 2 Project investments generate a learning process for the definition of a targeting strategy and intervention models to scale up the productive inclusion and resilience of families.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Percentage of investments identified in PIRs that are part of territorial investment and development plans ▪ The identification of the needs of beneficiary families and the intervention model for productive inclusion and resilience have been adopted and tested in the project area ▪ Through the actions of the policy dialogue platform, the strategy for productive inclusion and resilience has been scaled up at the national level 	0% 0 0	40% 1 1	Report	Mid-Term Final Eva	PMU/MEP yD	The inter-institutional dialogue t could be long and could slow down the capacity to mobilize public and private investment driven by productive inclusion logic.
Component 3: Learning, Knowledge and Project Management							
Outcome 3 Adequate management and PM&E of the project effectively contribute to productive inclusion and rural family resilience, to the learning process and to inter-institutional dialogue.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The learning system facilitates policy dialogue for productive inclusion and resilience ▪ The external audit does not present any observations 	12 0	Semiannual Reports Audit Report	M&ES	Annual	PMU/MEP yD	

Legend:

^C : Refers to mandatory ASAP indicators.

^S : The reported data should be disaggregated by the sex of beneficiary (male or female).

^{Lead} : The reported data should be disaggregated by the sex of the household's head, SME owner or group leader (as relevant).

^Y : The reported data should be disaggregated by the age status of the beneficiary ("young" or "not young" as per the national definition for youth).

^{SEC} : : Means that the reported data should be disaggregated by sector (crop/livestock/forestry/fisheries).